



COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE-DEBAT
Jeudi 13 novembre 2003
Club de la Presse
Strasbourg

LA SITUATION DES FEMMES DANS LES CONFLITS ARMES

Invités :

Madame **Sima AZIZI** pour l'**Afghanistan**
Madame **Rabija SOMUN** pour la **Bosnie-Herzégovine**
Madame **Willibrod KABURA** pour le **Burundi**
Madame **Choeki MUCCINI** pour le **Tibet**
Madame **Alice GILLIG** pour la **France (l'Alsace)**

Le **modérateur** de cette soirée est Monsieur **Gérard CARDONNE**, écrivain et membre de l'Association IWR

En liminaire, Claudine PIERRON, Présidente de l'Association organisatrice de cette soirée explique le choix du thème retenu :

Les guerres et les conflits armés sont hélas aussi vieux que le monde et les femmes sont concernées autant que les hommes.

Or, on néglige trop souvent leur rôle qui est essentiel dans ces périodes troublées pour ne les présenter que comme des victimes passives. C'est oublier toutes celles qui, par exemple lors de la dernière guerre mondiale, se sont investies en s'engageant directement dans la résistance, souvent au péril de leur vie. Pendant la guerre d'Espagne, toutes les femmes qui étaient en âge de travailler occupaient un poste de travail afin de permettre aux hommes de combattre. C'est surtout oublier qu'en temps de guerre le rôle sociétal des femmes se transforme. Elles doivent assurer la survie des leurs, de leurs enfants, gérer un quotidien précaire pour sauvegarder un avenir de paix.

C'est pourquoi nous avons souhaité entendre le témoignage de femmes qui ont vécu ces événements tragiques et les conséquences que cela implique dans leur vie actuelle.

Mais en aucun cas il ne s'agit de dénoncer ou de prendre position pour tel ou tel Etat, pour telle ou telle politique, il s'agit simplement d'écouter ce que ces femmes venues d'horizons différents ont à nous dire.

La Présidente rappelle en fin d'intervention que le montant des cotisations pour l'année 2003/2004 est fixé à 25 Euros et remercie la nombreuse assistance (environ cent personnes) d'avoir répondu à l'invitation d'TWR.

Gérard Cardonne, le modérateur de cette soirée, lui succède :

Gérard CARDONNE :

Ainsi posé le thème de cette soirée pourra surprendre certaines et certains d'entre vous.

Le XX^{ème} siècle entrera peut-être dans l'histoire de l'humanité comme le plus cruel qu'elle ait vécu. Dans ce siècle comme en aucun autre, l'**action** criminelle a été accompagnée et soutenue par la **pensée** criminelle. Les chroniques des Balkans, de l'Afghanistan, du Tibet, du Burundi et l'histoire chahutée de l'Alsace dans ces derniers cinquante ans en sont des illustrations probantes.

Sakharov définissait le XX^{ème} siècle comme "celui des deux guerres mondiales et d'une multitude de prétendues petites guerres" qui ont emporté une multitude de vies. Ce fut le siècle d'un grand nombre de génocides sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Soyons clairs : la guerre en dentelle a bel et bien disparu, si tant est qu'elle ait pu un jour exister. De fait, au point de vue historique, on peut dire que le changement d'objectif d'une guerre en prenant la population comme cible essentielle a été engendré par les récentes idéologies criminogènes du siècle dernier : communisme et fascisme. Un troisième larron vient de s'y rajouter : l'islamisme. Mais telle l'hydre de Lerne, les acolytes ne manquent pas, qu'ils s'appellent nationalisme, indépendance ou autres mouvements d'humeur.

Pour *Tibulle*, "***ce sont les hommes qui font mauvais usage des armes que nous possédions pour, à l'origine, nous défendre des bêtes sauvages***".

Ce qui nous intéresse ce soir, ce n'est pas la guerre de l'histoire. C'est la guerre dans ses répercussions quotidiennes les plus intimes.

En effet, on ne parle jamais de la galère des femmes et des enfants qui, elle, ne dure pas le temps du conflit, mais s'éternise dans le temps.

Il est probable qu'à travers les témoignages de ces cinq femmes, vous allez être confrontés à l'indicible. L'idée d'humanité est fissurée par ces crimes contre l'humanité. Vous allez avoir besoin de courage. Ce sera lourd et douloureux, mais plus pour elles que pour vous.

En fait pour ces cinq témoins, **c'est le devoir de mémoire et surtout de connaissance qui va prendre place dans cette salle.** En témoignant, elles vont faire remonter à la surface des souvenirs personnels et de proches rappelant leurs souffrances et leurs tourments. Pour certaines d'entre elles, elles ne sont pas encore arrivées au bout de cette longue route au bout de laquelle on se reconstruit.

Une première question se pose à nos consciences pour entamer cette rencontre : Peut-on employer tous les moyens pour défendre une cause que l'on veut être une cause juste ? Ainsi posée, il est évident que j'exclus l'acte de terrorisme d'état ou d'idéologie. Car, je reste persuadé que jamais aucun motif ne saurait excuser, ni même expliquer, une attitude criminelle contre des victimes innocentes, comme les enfants, les femmes et les hommes désarmés. Cela vaut pour le terrorisme et l'acte de guerre.

Le meurtrier, celui qui se prétend soldat de Dieu ou d'une idéologie ne peut échapper à son destin : il est et restera un abominable criminel doublé d'un lâche.

C'est ainsi que ce soir nous allons demander à ces cinq femmes ce qu'elles ont vu, enduré et, encore, ce qu'elles doivent supporter aujourd'hui.

Dans cette société sourde où marmonne la banalité du mal, par leur bouche il nous faudra magnifier la résistance obscure que les femmes opposent à la férocité de l'Histoire. La folie de ce temps qui abat à l'aveuglette, de tous côtés, des hommes simples et honnêtes, des femmes en errance de subsistance, des vieillards en recherche de survie, des enfants en quête de vie, seulement coupables de passer sur le mauvais chemin à la mauvaise heure. La folie meurtrière qui resurgit toujours quand les hommes font de mauvais calculs, sournois, cachés.

Qu'elles soient occidentales, africaines ou asiatiques ne change rien à l'affaire : le chagrin et la rage sont les mêmes. La religion et l'idéologie n'ont rien à voir avec l'humiliation imposée. Dans ces cas, elle est immorale.

G.CARDONNE :

Mesdames, que représente pour vous la guerre en tant que femme ?

Madame Alice GILLIG :

Bien que ma guerre soit lointaine, plus de soixante ans de recul puisqu'il s'agit de la guerre de 1939, la guerre est quelque chose d'épouvantable qui ne devrait pas exister. Il est tellement plus facile (enfin pas tout à fait pour tout le monde) de s'entendre. Nous sommes tous des êtres humains et quand on sort un peu de soi, on peut s'entendre facilement. Alors pourquoi faire la guerre, s'entretuer ? ***La guerre est la pire des choses qui puisse arriver à un pays.***

Madame Rabija SOMUN :

Concernant mon pays (Bosnie-Herzégovine) ***la guerre est synonyme de nettoyage ethnique.***

Chez nous, la guerre a fait des ravages avec l'expulsion forcée, les tueries, les viols systématiques des femmes relevant d'une stratégie préparée depuis longtemps. Nous, les victimes, nous ne savions pas, nous ne nous rendions pas compte. Nous ne pouvions pas imaginer qu'une chose aussi cruelle puisse nous arriver. Mais, croyez-moi, cela arrive très vite.

Madame Willibrod KABURA :

Malheureusement, que nous soyons noirs ou blancs, les choses sont les mêmes pour tous.

Ce qui vient d'être dit vaut exactement pour mon pays, le Burundi. C'est un petit pays en Afrique de l'est, coincé entre le Rwanda, la Tanzanie, le Congo (ancien Zaïre). Il y a une guerre atroce. Au Congo, il y a aujourd'hui le conflit le plus grave après la deuxième guerre mondiale, avec des tueries, des massacres, des nettoyages ethniques, comme si tout avait été préparé sur un plan régional. En 1993, le Burundi, en 1994 le Rwanda, et en 1998 le Congo. Pour moi, ***la guerre c'est l'horreur totale et c'est vraiment l'échec de l'homme*** qui annihile ce qu'il y a de plus humain en lui. Mais la guerre n'est pas une fatalité.

Madame Choeki MUCCINI :

Pour moi, ***la guerre est une erreur humaine.*** Cela ne devrait pas exister, c'est atroce. Bien que n'ayant pas vécu directement la guerre, je la subis à travers mes parents. Le nettoyage ethnique se passe aussi au Tibet.

Madame Sima AZIZI :

Je crois que tout a déjà été dit.

Pour moi, la guerre m'a fait perdre ma jeunesse vécue en Afghanistan. Il est difficile de vivre dans un autre pays, d'avoir vécu des massacres dans son propre pays.

G.CARDONNE :

Il n'est pas évident pour ces femmes de parler. C'est ouvrir des portes sur des cauchemars. A travers ces témoignages, on ressent la souffrance physique (les viols, les exactions), on devine la souffrance psychologique sous-jacente difficile à aborder.

Dans tous les conflits, peut-on penser que la violation des droits de la personne humaine a plus ou moins concerné plus particulièrement le droit des femmes ?

La convention de Genève dit bien que les soldats n'ont pas le droit de tuer un blessé, un prisonnier. On ne parle pas des femmes mais des populations en général.

Alors que la femme a toujours été un butin aussi loin que l'on remonte dans le temps, avez-vous ressenti une violation de vos propres droits ?

Madame SOMUN :

C'est difficile à dire. Je ne suis pas un cas typique de la guerre. Je n'ai pas subi directement les atrocités que les autres ont subies.

Je viens de Sarajevo où je suis restée deux mois pendant la guerre. La ville était complètement assiégée. Je suis partie avec mes enfants âgés de 5 et 3 ans (nous pensions sortir pour un mois) dans un convoi composé uniquement de femmes et d'enfants et escorté par les *Casques Bleus*. Mais cela n'a pas empêché les forces serbes de tirer sans arrêt sur nous. Les enfants étaient couchés sur le sol dans le bus et les mères étaient sur les enfants pour les protéger.

A l'évidence, ***le droit des femmes a été bafoué, surtout par le viol systématique en Bosnie-Herzégovine.***

Selon un rapport de la Commission Européenne de 1993, il y avait 50 000 femmes violées par les forces serbes, torturées et gardées après le viol pour accoucher d'enfants serbes !

J'ai moi-même du mal à imaginer la souffrance subie par ces femmes.

En 1995, du 11 au 20 juillet, dans une enclave dite "zone de sécurité" protégée par la *FORPRONU* de Srebrenica, occupée par des civils désarmés, les serbes ont attaqué et tué environ 7000 personnes (femmes, hommes, enfants).

Quels droits avaient et peuvent avoir les femmes qui sont restées veuves, avec des enfants ?

La purification ethnique est toujours présente en Bosnie. Où peuvent vivre ces femmes ? Si elles sont réfugiées dans un pays occidental comme en Allemagne, elles doivent rentrer au pays. Où peuvent-elles s'installer ? On leur propose de s'installer à Srebrenica où vivent leurs bourreaux qui sont toujours au pouvoir.

Dans une situation économique sans travail, que peuvent faire ces femmes qui ont tout perdu et qui sont maintenant complètement dépendantes ?

G. CARDONNE :

Je voudrais simplement ajouter que les viols commis par les communistes serbes étaient faits dans l'intention de profaner une musulmane en lui faisant un enfant et en interdisant l'avortement. Le problème des enfants nés de ces viols se pose aujourd'hui en Bosnie.

Madame KABURA :

Le constat sur la Bosnie est exactement le même que celui concernant ce qui se passe aujourd'hui dans la région africaine des Grands Lacs (Burundi, RDC, Rwanda) : les destructions, les viols systématiques, les nettoyages ethniques, les ravages de toutes sortes qui durent depuis une dizaine d'années.

Les femmes, les enfants, les populations civiles, sont les premières victimes qui se chiffrent par milliers. On en dénombre déjà quatre millions et il est très difficile de connaître le nombre de femmes violées, déplacées pour fuir les lieux de combat, pour cacher les enfants, pour garder un semblant de vie.

Tout a été ravagé par la guerre : destruction des hôpitaux, des écoles, des centres de santé.

De jeunes enfants de 12/13 ans sont utilisés pour combattre. Cela se passe aujourd'hui. Il existe des communautés qui font la guerre pour piller, pour prendre le pouvoir, pour s'emparer des Etats et qui ne reculent devant rien. Ces communautés minoritaires ont assez de moyens pour avoir une emprise sur les populations et elles sèment la désolation partout.

Dans ces régions là, pour préserver le peu qui leur reste et pour la survie de leurs enfants, beaucoup de femmes, à cause des mentalités et des pesanteurs sociales, se résignent, se taisent, se cachent.

C'est ainsi que l'on aide ceux qui font la guerre, mais il y a cependant aussi beaucoup de femmes qui se sont distinguées par des actions positives, par un militantisme, par un mouvement de refus.

Madame GILLIG :

Ma guerre était différente. C'est un pays, la France, qui s'est défendue contre une invasion. Donc les hommes étaient engagés et les femmes devaient prendre la relève pour assurer le quotidien.

J'avais 23 ans. J'avais fait des études d'infirmière et j'avais signé un engagement pour servir dans un hôpital des armées en cas de guerre. J'ai travaillé pendant un an de 1939 à 1940 dans des hôpitaux militaires et j'ai fait la même guerre que celle des hommes dans leurs unités.

Je n'ai pas vécu la guerre comme sont vécues les guerres actuelles. Il n'y avait pas de femmes violées; c'était les hommes qui se battaient et les femmes qui n'étaient pas engagées devaient assurer le quotidien à la place des hommes afin que la vie puisse continuer malgré tout.

Madame MUCCINI :

Les Tibétains subissent encore et toujours les atrocités commises par les dirigeants chinois.

Au Tibet, ma famille qui fait partie de la noblesse avait un monastère dans le village. Les soldats chinois ont tout détruit et nous avons été obligés de fuir en Inde pour sauver notre vie.

Six millions de Tibétains sont déjà morts. Une Tibétaine qui manifestait dans la rue pour la libération du Tibet a été emprisonnée. Elle avait 10 ans et il y a 21 ans de cela.

Des femmes et des enfants continuent de s'enfuir et traversent l'Himalaya en rencontrant de grosses difficultés.

Le Tibet ne vit pas une guerre civile mais subit une occupation injuste. C'était un peuple libre qui vivait en harmonie et en paix et les Chinois sont arrivés et ont tout ravagé, détruit énormément de monastères et tué des femmes et des enfants.

Dans les prisons, les Chinois prennent du sang aux femmes pour le vendre, elles sont violentées et torturées. Dans les villages tibétains, les Chinois obligent les femmes à la stérilisation, à des avortements sur des fœtus de parfois 6 voire 9 mois.

Il n'y a pas de guerre au Tibet mais les tortures perdurent et le monde extérieur ne réagit pas à cette situation.

Madame AZIZI :

Quand les Taliban étaient au pouvoir en Afghanistan, les femmes ont beaucoup souffert. Elles ne pouvaient plus rien faire. Elles ne pouvaient pas sortir seules, elles ne pouvaient pas étudier, elles ne pouvaient même pas porter de chaussures blanches ! La vie était atroce pour elles.

G CARDONNE :

Le témoignage de Madame Azizi est l'exemple exacerbé de l'oppression qui s'exerce essentiellement contre la femme. Les Taliban ont exercé un pouvoir criminel face à une catégorie de la population, *la femme*, qui pour eux représente le diable.

Que pensez-vous de ceux et de celles qui vous ont fait subir les contraintes de la guerre ?

Madame KABURA :

Au Burundi, en 1993, il y a eu un processus démocratique avec des élections vraies et donc un Président élu porté par son peuple.

Mais les minorités, l'Armée et les Institutions ont refusé le verdict des urnes et provoqué un coup d'état militaire. Ils ont tout rasé sur leur passage. Ils ont assassiné le Président élu, le Président de l'Assemblée, des ministres et des députés.

C'est ainsi qu'a commencé la guerre et la population s'est organisée pour s'armer et créer des milices. *Depuis 10 ans, ce sont les armes qui s'expriment au Burundi.*

Moi, j'étais mariée et j'avais des enfants. Je travaillais et j'ai refusé ce système d'injustice. Je faisais des déclarations pour dénoncer les assassins, les actes de violence et tout ce que faisait l'armée.

J'ai organisé des séminaires de paix et de non-violence auprès des jeunes. J'ai publiquement pris position et j'ai commencé à être persécutée parce qu'une femme ne devait pas agir ainsi. Pour moi, me dire que j'ai agi comme un homme n'est pas un compliment.

Madame GILLIG :

Quand la France a signé l'armistice en 1940, nous avons été démobilisées puisqu'il n'y avait plus besoin d'hôpitaux militaires ni de militaires.

Ma famille était restée en Alsace et j'y suis revenue en pensant que si tous les Alsaciens restaient vivotant en "France libre", c'était fini pour nous.

Il était essentiel pour moi de maintenir l'esprit de la France en Alsace pour ne pas finir dominée par les Allemands.

J'ai alors travaillé avec 6 femmes appartenant au scoutisme. Nous avons fait passer le courrier en fraude. Nous avons aidé les prisonniers à manger et à passer en France "de l'intérieur" afin qu'ils puissent continuer à œuvrer à ce que la guerre se termine dans le sens que nous souhaitions.

Madame SOMUN :

Pour moi, bien qu'il s'agisse d'êtres humains, *ils étaient plus féroces que des bêtes sauvages.* Toutes les atrocités étaient faites sur les ordres des dirigeants serbes qui sont aujourd'hui encore et toujours en liberté.

Pour des raisons de politique inavouables, les gouvernements des pays occidentaux ont adopté une politique hypocrite d'indifférence.

En 1995, notre espoir était l'inculpation des criminels de guerre, mais la justice n'a toujours pas été faite.

Madame KABURA :

Au Burundi, le grand problème est l'impunité des crimes.

Ceux-là mêmes qui ont plongé le pays dans la guerre sont au pouvoir aujourd'hui et occupent de hautes fonctions dans la République (députés, ministres).

En octobre 1995, j'ai été sollicitée par la présidence et le Premier ministre pour entrer comme ministre de la communication et porte-parole du gouvernement. Pour moi, il était impensable de faire partie d'un gouvernement avec ceux-là mêmes qui nous tuaient. Je leur ai demandé de faire le ménage, d'arrêter les assassins, de les emprisonner, de montrer des signes de bonne volonté. A ce moment là seulement, je pourrais suivre. ***Je ne vends pas ma crédibilité*** pour entrer dans un gouvernement de putschistes.

Je suis une des rares à avoir dit non sans avoir les moyens de mon refus et c'est à partir de là que j'ai commencé à être persécutée.

Madame MUCCINI :

Au Tibet, il n'y a aucune justice. Les atrocités perdurent. Les prisonniers sont affamés, assoiffés, ils sont parfois obligés de boire leur urine.

Le monde extérieur ferme les yeux en raison d'enjeux économiques.

Moi j'ai la haine contre les Chinois qui font ce qu'ils veulent au Tibet.

G.CARDONNE :

Comment pouvez-vous vivre avec les cauchemars que vous avez vécus ?

Est-on susceptible d'accorder un jour le pardon aux bourreaux et si oui à quelles conditions ?

La solidarité entre les compatriotes existe-t-elle, sachant qu'un pays ne fait jamais bloc et que, pendant la dernière guerre mondiale, la majorité des Français n'était pas très brillante ?

Madame SOMUN :

C'est difficile à résumer en une phrase

Pour moi, ***les criminels de guerre doivent être jugés*** et après, la situation pourra s'améliorer dans mon pays. Il faut partir sur des bases saines après ce qui s'est passé pendant 4 ans d'atrocités inimaginables. Tout le monde bien sûr ne pouvait pas partir.

Peut-on les haïr, leur pardonner ? C'est très individuel et particulier. On ne demande pas la vengeance mais ***oublier, jamais***. On ne demande que la justice.

Madame KABURA :

Je suis de votre avis. La justice est la moindre des choses. Elle permet aux hommes d'avoir la vérité, de sanctionner les coupables, les assassins et de recommencer sur de nouvelles bases.

Pour ma part, avec un peu de recul, je regarde ceux qui m'ont persécutée comme de pauvres hommes. *Ils sont pauvres d'esprit*, utilisés politiquement et ils ne savent pas eux-mêmes où ils vont. Je pense que, aujourd'hui, ils ont honte. Ils sont surpris de constater qu'ils m'ont aidée à ouvrir les yeux, à m'en sortir. J'étais incapable de penser que ceux-là mêmes avec qui j'ai travaillé, j'ai beaucoup partagé, que j'ai aidés, étaient capables de me crucifier. Aujourd'hui, je les regarde de très haut. *Je ne demande que justice.*

Je n'ai pas beaucoup de compatriotes ici, mais je me considère comme une adoptée de l'Alsace.

Je suis arrivée ici seule, mes enfants loin de moi, démolie, complètement déboussolée, ayant encore à l'esprit tout ce que j'avais vécu, ayant chaque nuit des cauchemars. J'ai rencontré ici (au sein des associations, des structures d'accueil, des demandeurs d'asile) des gens de cœur. Je suis allée vers les gens et je me suis fait une famille. Maintenant, je suis Alsacienne. J'ai rencontré ici des gens qui ont fait pour moi ce que personne dans ma propre famille n'aurait fait.

Madame GILLIG :

La situation de l'Alsace a changé du tout au tout. Nos ennemis héréditaires depuis des siècles sont devenus nos amis. On ne parle plus que de l'amitié franco-allemande.

Mais pour ceux qui ont vécu les moments difficiles de la guerre, cela n'est pas évident. Pour ma part, pendant trois ans de ma vie de jeune fille, de 23 à 26 ans, j'ai été emprisonnée par les Allemands. Je n'ai pas de haine pour eux mais *je ne peux oublier mon passé* qui me bouleverse toujours autant. Je ne suis jamais retournée en Allemagne et je ne prends jamais l'autoroute allemande pour aller en Suisse.

Je conçois que la France et l'Allemagne soient le noyau d'une Europe unie. L'Allemagne, qui a aussi souffert, a changé. Même si on n'oublie pas le passé, il faut passer par-dessus pour construire un avenir plus serein.

Madame MUCCINI :

Je ne peux pas être naïve. La Chine n'est ni l'Afghanistan, ni le Burundi, ni la Yougoslavie. C'est un pays puissant et j'ai beaucoup de haine contre les dirigeants chinois.

Madame AZIZI :

La guerre a anéanti l'Afghanistan qui était un beau pays et j'ai toujours de la haine contre les dirigeants russes qui travaillent toujours en Afghanistan.

Ils ont détruit notre pays et la justice n'est toujours pas rendue. Même quand les Taliban étaient au pouvoir, c'était toujours le peuple qui subissait.

G CARDONNE :

Que pensez-vous des grandes puissances qui assistent sans intervenir ou qui interviennent parfois de façon hostile au peuple en aidant ceux qui sont au pouvoir, quand votre pays vit le drame de la guerre ?

Madame KABURA :

C'est au peuple en priorité de construire son propre pays. Si le peuple faillit, il faut bien compter sur l'aide internationale. Vous parlez d'indifférence. Je crois plutôt que *l'Europe qui s'est construite nourrit les guerres actuelles.* L'Europe passe des marchés avec la Chine, elle vend des armes qui font des millions de morts, elle favorise l'émergence de pouvoirs dictatoriaux qui sont à sa solde.

L'Europe n'est donc pas seulement indifférente, elle contribue à détruire le reste du monde. Dans la région des Grands Lacs, ce sont des pays européens et américains identifiés qui aident ceux qui détruisent et pillent le Congo et des sociétés multinationales viennent vendre ici l'or, les diamants, le manganèse, tout ce qui entre dans la composition des téléphones portables, des ordinateurs.

Nous connaissons ces pays. Il y a des milliards en jeu. C'est une guerre qui permet d'enrichir une partie du monde. Il y a un rapport de l'ONU très parlant à ce sujet.

Madame SOMUN :

En Bosnie, les *Casques Bleus* restaient neutres pour maintenir la paix. Mais quelle paix ? Rester neutre, cela veut dire aider les agresseurs, les tueurs. Ils ont compté les morts dans les rues de Sarajevo.

Les grands pays occidentaux disaient ne rien pouvoir faire sans les Etats-Unis et les Etats-Unis prétendaient qu'il s'agissait d'une affaire européenne.

Il y avait des actes de solidarité pour aider les convois d'aide humanitaire.

Mitterrand est venu en 1992 à Sarajevo, accueilli en héros. Mais, qu'a-t-il fait ?

Il a décidé que seule l'aide humanitaire pouvait agir. Il n'y avait pas d'armes et les forces serbes ont pu assiéger la capitale. Les gens ont survécu pendant quatre ans, sans électricité, sans eau, sans téléphone, comme au Moyen-Age.

Madame GILLIG :

Nous avons compris beaucoup de choses depuis la fin de la guerre. Mais, vis à vis des personnes qui vivent actuellement ces drames, nous n'avons pas le droit de ne pas penser que *nous avons de la chance de vivre ici.*

Madame MUCCINI :

Je suis heureuse d'être en France, mais je suis triste quand je vois les réactions de la France, pays censé respecter les Droits de l'Homme. En effet, le *Dalai-*

lama y est toujours invité en tant que chef religieux, jamais comme un chef politique et ce uniquement pour des raisons économiques afin de ne pas offenser les dirigeants chinois. Quand *Jacques Chirac* serre la main d'un dirigeant chinois, il serre une main pleine de sang.

Au Tibet il n'y a pas de camps de concentration mais il y a des prisons où la torture est pratiquée.

Les pays occidentaux ne réagissent pas. Bien sûr, la France vend des avions. Alstom et est maintenant obligée de licencier à cause de la Chine. Les pays occidentaux vendent leur savoir à la Chine qui utilisera bientôt ce savoir contre les pays occidentaux.

Madame AZIZI :

Les grands pays n'ont rien fait pour l'Afghanistan alors qu'ils savaient ce qui s'y passait.

C'est seulement après septembre 2000 qu'ils ont réagi alors que l'Afghanistan subissait la guerre depuis 23 ans. Beaucoup d'enfants ont grandi avec la guerre, sans pouvoir étudier.

G. CARDONNE :

Pour terminer, qu'aimeriez-vous pouvoir dire à tous ceux qui n'ont pas vécu ce que vous avez vécu ?

Madame GILLIG :

C'est vrai que l'on n'oublie pas ce que l'on a vécu. Cela vous poursuit et, à mesure que l'on vieillit, cela prend une signification plus douloureuse alors que sur le moment on ne se rendait pas du tout compte que ce que l'on faisait sortait de "l'ordinaire". Pour nous, cela était profondément naturel.

Mes six enfants et mes quinze petits enfants sont au courant mais ***il est impossible de transmettre ce que l'on a vécu.***

Madame KABURA :

C'est une question difficile.

J'ai envie de dire aux gens que, si nous voulons que le monde avance, il faut avancer tous ensemble. Si chacun prend conscience que quelque part les droits des autres sont violés, si l'on s'informe en essayant de comprendre la cause, si chacun donne un peu de son temps, de ses moyens, on pourra améliorer le monde.

Peut-on être en paix en France alors que les trois quarts du monde brûlent ?

On pourrait se mettre debout et travailler ensemble main dans la main.

Madame SOMUN :

Il faut garder la mémoire et faire la justice, c'est tout.

Madame MUCCINI :

Je dirai à ma fille que le Tibet était un pays indépendant.

Mais, malgré toutes ces années d'occupation, les Tibétains croient encore à la paix. *J'espère qu'il y aura la lumière au bout de ce tunnel.*

Tant que le *Dalai-lama* est vivant, le peuple du Tibet continuera à lutter pour la paix. Mais quand il disparaîtra, les jeunes Tibétains suivront-ils le même chemin que lui ?

Nous sommes un peuple pacifique et il est difficile de tuer pour défendre son pays. Mais si la soumission doit encore durer des années, peut-être devons nous utiliser la violence qui ne fait pourtant pas partie de notre culture.

Madame AZIZI :

Mes trois enfants n'ont pas de vraies racines. Ils n'ont jamais vécu en Afghanistan. Ils ne connaissent ni leur pays ni leur culture.

Madame SOMUN :

Depuis un an, je suis retournée à Sarajevo.

Avant la guerre j'y étais professeur à la faculté de sciences économiques.

J'ai pu exercer le même métier ici, en France, à l'Université Louis Pasteur où je suis maître de conférence en économie, et mon souhait était de pouvoir faire le même enseignement ici et là-bas.

L'année dernière, j'ai réussi à le faire. Le premier semestre à l'ULP, le second à Sarajevo. On applique le même programme et c'est un espoir pour les jeunes étudiants bosniaques qui savent que maintenant ils peuvent suivre les mêmes cours que les autres Européens.

Madame KABURA :

Pour finir, je voudrais rendre hommage à une Burundaise qui a reçu le prix Nobel de l'enfance cette année.

Quand la guerre a éclaté, cette femme a eu le courage de rassembler sur un lopin de terre les enfants au-delà des origines ethniques, au-delà de toutes les différences.

Elle a pris beaucoup de risques mais son expérience a été couronnée de succès.

Aujourd'hui, elle a environ 10 000 enfants sur tout le territoire national et la maison s'appelle la maison "*Shalom*".

G CARDONNE :

Merci à vous cinq.

Je vous laisse à la disposition du public qui peut vous poser des questions, en demandant toutefois à chacun que cela soit fait avec un minimum de délicatesse.

Questions salle :

Madame LEROLLE (Médecins du monde) :

Au-delà des conflits entre les pays, je constate qu'il y a des bourreaux et qu'il y a des victimes partout.

J'ai connu un professeur d'université chinois qui a été emprisonné plus de 20 ans, torturé et qui a vécu des choses épouvantables en Chine, son propre pays.

C'est un peu ce que vous vivez au Tibet. Il y a des prédateurs et certains Chinois ont aussi énormément souffert.

Les Tibétains peuvent-ils communiquer avec le monde extérieur et existe-t-il des associations, des ONG qui les aident, ont-ils un soutien moral ?

Madame MUCCINI :

C'est vrai qu'il y a des bourreaux et des victimes partout. Mais j'ai remarqué que dès qu'il y a des violences, du sang qui coule, les médias en parlent.

Les atrocités que nous font subir les Chinois sont aussi violentes qu'une guerre.

Je suis en France depuis 7 ans, j'y suis bien, mais je ne peux pas vivre sans réagir. C'est pourquoi nous avons créé une association pour aider le peuple Tibétain en exode.

Des femmes et des enfants s'enfuient tous les jours à travers l'Himalaya, et ils se retrouvent parfois avec des mains ou des pieds gelés qu'il faut amputer.

Il faut vraiment sensibiliser le monde à la cause tibétaine.

A l'intérieur du pays, les contacts avec l'extérieur sont difficiles. Mais le gouvernement tibétain en exil fonctionne bien, avec beaucoup de contacts dans le monde entier.

Des associations, des *ONG*, *l'ONU*, ont envoyé des représentants au Tibet. Le *Parlement Européen* a fait récemment un rapport sur la situation des détenus politiques au Tibet.

Ces rapports sont publiés dans une revue : "*l'Actualité Tibétaine*".

Madame LEROLLE :

Tout à l'heure, vous nous avez parlé du *Dalai-lama*.

Pour nous, il ne représente pas un homme politique et, contrairement à vous, il ne cultive pas la culture de la haine.

Madame MUCCINI :

Effectivement, mais le *Dalai-lama* est un moine et moi pas. C'est un chef spirituel et il doit respecter un droit de réserve.

Dans tous les pays où il est invité, c'est en tant que chef religieux et sous certaines conditions.

Quand il fait des visites officielles, il est toujours très souriant mais il n'est pas le chef de notre pays et, bien que je le respecte beaucoup, il ne représente pas la souffrance de notre pays.

Madame KABURA :

Votre réaction de révolte et de haine nous prouve qu'il existe des guerres justes.

Certains peuples sont contraints de faire la guerre pour gagner leurs droits, pour se libérer. C'est ce qui se passe aussi au Burundi.

Madame LEROLLE :

Vous accusez la France, et cela me peine car j'ai beaucoup agi avec Médecins du monde.

Que pouvons-nous faire à titre personnel ?

Madame AZIZI :

C'est contre les gouvernements et les Institutions qui sont responsables du manque de soutien aux peuples en guerre que vont nos griefs et non pas contre les citoyens de ces pays.

Madame MUCCINI :

Beaucoup de dons sont envoyés au Tibet par des associations françaises.

Question de la salle :

La parité n'est-elle pas dans vos pays respectifs la solution pour faire basculer l'instinct guerrier des hommes ?

Madame KABURA :

Je pense que si les démocraties se construisent, si la société avance, si nous arrivons à mettre en place des Etats de droits, la femme émergera.

Mais au Burundi, l'urgence est d'arrêter la guerre, de reconstruire un pays qui aujourd'hui est en faillite. Alors, par la force des choses, la femme retrouvera la place qui lui revient et la vie publique sera moins masculine.

Madame SOMUN :

En Bosnie, il n'existe pas de loi qui impose la parité. Mais, malgré cela les femmes sont très présentes et à tous les niveaux dans les Institutions. Elles ont un rôle très important.

Question de ka salle : Maître BLOCH :

Je constate que vous êtes toutes d'accord, et nous aussi, pour dire que la guerre est une horreur.

La représentante de l'Afghanistan a dit :

"Personne n'est venu nous aider. Qu'avez-vous fait pour nous ?".

La représentante du Tibet a dit :

"Qu'avez-vous fait. Vous n'êtes pas venu nous aider".

La représentante du Burundi a fait un pas en avant en disant :

"Il y a des guerres justes" et un pas en arrière en disant "il faut arrêter".

Les deux seules personnes qui s'en sont sorties, si j'ose dire, sont la représentante de la Bosnie et la représentante de la France, de l'Alsace.

Ce sont les deux seules où il y a eu des interventions guerrières extérieures.
Qu'en est-il du droit d'ingérence ?

G. CARDONNE :

Ceci est un autre débat.

Je remercie encore ces cinq femmes d'avoir accepté de témoigner et je passe la parole à la Présidente.

Claudine PIERRON remercie encore une fois toutes les personnes présentes à cette soirée et les invite à partager le buffet offert par IWR.

Cl. PIERRON